
MOUVEMENT HIZMET et AKP: Chroniques de la discorde

INTERVIEW DE
FETHULLAH GULEN



**Le mouvement Hizmet et AKP:
Chroniques de la discorde**

INTERVIEW DE
FETHULLAH GULEN

Mars 2016

Cette publication est issue du reportage réalisé par Ekrem Dumanlı, ancien rédacteur en Chef du journal Zaman, avec Fethullah Gülen, 19 Mars 2014.

Reproduit avec l'autorisation de Zaman France.

Pour citer: Ekrem Dumanlı, *Le Mouvement Hizmet et AKP: chroniques de la discorde, Interview de Fethullah Gülen*, Paris, Centre Hizmet, 2016.

Le Centre d'Etude et de Réflexion sur le Hizmet (Centre Hizmet) est une organisation à but non lucratif basée à Paris. Le Centre Hizmet fournit des informations, sous forme de recherche, d'analyse et de critique sur le Hizmet, un courant de la société civile turque. Aujourd'hui, le mouvement est actif dans plus de 160 pays à travers le monde dans les domaines de l'éducation, le dialogue, l'aide humanitaire et les médias.

CENTRE
HIZMET

Centre d'étude
et de réflexion
sur le Hizmet

© Centre Hizmet - 2016

Tous droits réservés. Téléchargement autorisé sur le site du Centre Hizmet, pour un usage personnel.
Aucune partie de ce rapport ne peut être reproduit ou mis en ligne sur un autre site internet.

ISBN 979-10-95933-00-7

SOMMAIRE

- 1 Ces derniers temps, vous avez fait l'objet de critiques assez dures. Vous avez préféré garder le silence, pourquoi ? **8**
- 2 Vous récitez souvent ce distique de Fuzûli (poète ottoman du XVI^e siècle), «L'ami est ingrat, le sort est impitoyable, le monde est instable/Le souci est grand, le compagnon est inexistant, l'ennemi est puissant, le destin est faible»... **9**
- 3 Vous avez été une des victimes de l'intervention militaire du 28 février 1997. Vous avez été poursuivi en justice. Le procès a duré 8 ans. Mais certains disent que vous avez soutenu les militaires le 28 février. Est-ce que vous ressentez un climat semblable aujourd'hui ? **10**
- 4 Vous aviez critiqué le gouvernement de Necmettin Erbakan, premier ministre lors de l'intervention du 27 février 1997. Certains en déduisent que vous souteniez donc les militaires... **10**
- 5 Quelle est votre réaction face aux allégations de noyautage du club de football Fenerbahçe par le Hizmet ? **12**
- 6 On accuse le Hizmet d'être à l'origine des enquêtes de corruption du 17 décembre dernier. Quelle est votre analyse ? **13**
- 7 À ce propos, cette question a créé une vive polémique dans certains médias. En déformant vos propos, certains médias les ont présentés comme étant une imprécation (beddua). Était-ce vraiment le cas ? **15**
- 8 Le vice-premier ministre, Bülent Arınç, a récemment déclaré que le Premier ministre Tayyip Erdogan avait été menacé pour avoir voulu fermer les centres de soutien scolaire. Quelle est votre réaction ? **16**
- 9 Ces derniers temps de nombreux enregistrements audio ont fuité. Certains médias ont encore accusé « la confrérie » **17**
- 10 En apparence, il semble avoir un conflit entre le gouvernement et le mouvement. Beaucoup de choses ont été écrites à ce sujet. **18**
- 11 Certains avancent qu'après 12 ans de soutien indéfectible, il y a eu une cassure ? Était-ce une association d'intérêt ? **20**
- 12 On accuse le Hizmet d'être une organisation mafieuse, un Etat parallèle. On prétend même l'ouverture d'une enquête après les élections... **22**

INTRODUCTION

Hizmet est un mot en turc qui signifie « service » ou « au service de ». C'est le terme utilisé par les acteurs pour décrire le mouvement/réseau/courant. C'est une initiative de la société civile inspirée par les enseignements, les valeurs et les principes proposés par Fethullah Gülen, savant musulman turc, leader d'opinion engagé activement dans l'éducation.

Le Hizmet a pris forme dans les années 1970 comme étant une initiative d'inspiration religieuse dont l'objectif principal est d'améliorer les possibilités éducatives offertes à la communauté locale. Sa structuration est indépendante, non-hiérarchique, autonome et inclusive. Le Hizmet est devenu depuis, un mouvement/réseau/courant transnational éducatif, interculturel et interreligieux dans lequel nous trouvons des écoles, des centres d'accompagnement scolaires, des associations de dialogue, des hôpitaux, des médias ou encore des associations d'aide humanitaire présent sur une grande partie du monde.

Les activités sont financées par des "contributions" et "dons" fournis par les individus et géré par des participants volontaires travaillant comme administrateur ou par des enseignants volontaire et bénévole.

Le mouvement a fondé plus de mille écoles dans le monde mais aussi des organismes de dialogue, des cliniques, une association humanitaire et d'autres associations caritatives dans plus de 160 pays.

Fethullah Gülen est un savant musulman turc, un leader d'opinion engagé activement dans l'éducation. Prêcher par profession, il a travaillé en tant qu'imam accrédité par l'Etat de la Turquie entre 1959 et 1981. Il est considéré comme l'initiateur et l'inspirateur d'un mouvement de société civile aujourd'hui devenu transnational.

Ce mouvement qui puise son inspiration dans les fondements de

la foi islamique, est connu sous le nom de « mouvement Hizmet » ou encore « mouvement Gülen ».

Au fil des années et des événements, Gülen est parvenu à inspirer des millions de personnes à s'engager et à s'investir dans la lutte pour les valeurs nobles de l'Humanité.

Il prône une paix durable et globale, et rêve d'améliorer les relations entre communautés par le dialogue interculturel intensif.

Il insiste auprès de son audience continuellement sur l'extrême importance d'une éducation non confessionnelle pour la formation des nouvelles générations. Gülen est considéré comme l'un des intellectuels les plus influents non seulement dans la Turquie moderne mais également dans le monde actuel.

Le Centre d'Etude et de Réflexion sur le Hizmet (Centre Hizmet) est une organisation à but non lucratif basée à Paris. Le Centre Hizmet fournit des informations, sous forme de recherche, d'analyse et de critique sur le Hizmet.

Le Centre vise à faciliter, ainsi que présenter, des analyses critiques sur le Hizmet pour l'auditoire universitaire et populaire.

Ses activités comprennent le développement des ressources, la mise à disposition d'informations, la recherche et la publication, la proposition de cours et de formation.

Ces activités ont pour objectif commun d'encourager une compréhension objective du mouvement, la façon dont sa pratique a mûri à travers les défis rencontrés. Le Centre d'études Hizmet a été fondé par un groupe d'individus qui sont personnellement inspirés par les enseignements et la pratique de Hizmet.

L'intellectuel musulman, Fethullah Gülen, a accordé un entretien exclusif. Il répond aux questions concernant l'actualité et les accusations émises à l'encontre du mouvement Hizmet. Il évoque également le traitement fait aux sympathisants du Hizmet, parlant notamment de diffamations et de pressions à grande échelle contre la confrérie, pires que celles constatées lors des coups d'Etat militaires en Turquie.

Dr Yafes UYARCI

Président

1. Ces derniers temps, vous avez fait l'objet de critiques assez dures. Vous avez préféré garder le silence, pourquoi ?

Effectivement, j'en ai été très chagriné. Je ne comprends pas sur la base de quels éléments, ils persistent dans le mensonge et la diffamation. Il ne me semble pas que l'on puisse trouver trace de cette violence dans toute l'histoire, même les incroyants ne se sont pas aventurés à employer des termes aussi grossiers à l'encontre de musulmans.

Et je dois dire que j'ai été très déçu d'entendre ces mots dans la bouche de ces personnes, précisément. Je ne vais pas dire qu'ils mentent. Je préfère dire qu'ils trompent les gens avec des contrevérités. Je me reconforte en pensant aux épreuves qu'ont dû subir les musulmans dans les périodes les plus sombres ; d'autres personnes, qui n'étaient pas forcément au courant des tenants et aboutissants, ont participé à ce péché. Même l'épouse du Prophète, Aïcha, a été calomniée. Pis, Dieu a été calomnié.

Les occurrences ne manquent pas dans le Coran à ce sujet ; par exemple, ils ont prétendu qu'Il avait un fils, que les anges étaient ses filles ! Ces expressions inappropriées me font beaucoup plus de peine. Les prophètes, les savants aussi ont beaucoup enduré. Donc, je me dis qu'un Kitmir comme moi [chien qui accompagnait les Sept Dormants d'Ephèse, ndlr] ne doit pas se plaindre.

Chacun agit en fonction de sa personnalité. Ceux qui ont un penchant d'opresseur, opprimeront. Et ceux qui n'ont pas la dent dure, se tairont. C'est ainsi. Qu'ils continuent à fustiger et à opprimer, nous poursuivrons, nous, nos prières, nous implorerons Dieu pour qu'Il les remette dans le droit chemin.

La diffamation et les complots sont le lot commun de tous ceux qui sont dans cette voie. Le discernement et l'acuité ont tou-

jours permis de reprendre le dessus. Si seulement, ces accusateurs pouvaient corriger leur comportement à la lumière du Coran et de la Sunna [paroles et actes du Prophète]...

2. Vous récitez souvent ce distique de Fuzûli (poète ottoman du XVI^e siècle), «L'ami est ingrat, le sort est impitoyable, le monde est instable/ Le souci est grand, le compagnon est inexistant, l'ennemi est puissant, le destin est faible»...

Mes amis sont restés fidèles jusqu'au bout. Malgré tous ces mensonges, ils n'ont même pas été troublés outre-mesure. On s'attend à ce que tout le monde agisse conformément à ses vertus. Parfois, cela n'est pas le cas. J'ai été déçu par le comportement de vieux compagnons. Par exemple, un de mes amis avec lequel on était vraiment très proches, m'avait dit au sortir de la prison après le coup d'Etat de 1971, «non non, je ne veux plus m'investir dans vos projets »... Il faut savoir rester inflexible dans les moments les plus délicats.

Chacun agit en fonction de son caractère. Mais il ne faut pas se détourner de ces gens-là. Il faut avoir un horizon très large, la vie d'ici-bas ne nous intéresse pas, on vit pour l'au-delà. C'est la sérénité de l'éternité qui nous importe.

Je ne leur en tiens pas rigueur en ce qui me concerne. Mais s'agissant des «droits de Dieu», je ne peux rien dire. La sanction divine peut frapper fort. Mais nous ne l'appelons pas de nos vœux.

3. Vous avez été une des victimes de l'intervention militaire du 28 février 1997. Vous avez été poursuivi en justice. Le procès a duré 8 ans. Mais certains disent que vous avez soutenu les militaires le 28 février. Est-ce que vous ressentez un climat semblable aujourd'hui ?

Effectivement, ce n'est pas la première fois que nous faisons face à des problèmes. Le 12 mars 1971, je suis resté 6 mois en prison pour noyautage. Lors du coup d'Etat du 12 septembre 1980, j'ai été suivi par la police pendant 6 ans comme un bandit. Nos amis ont été harcelés.

Donc, le fait de vivre sous pression est devenu une sorte de mode de vie. Ce que nous vivons aujourd'hui est 10 fois plus dur que ce que nous avons vécu sous les militaires...

Malgré tout cela, je ne me plains pas. Je note simplement qu'aujourd'hui, ce sont des civils et surtout des musulmans avec lesquels nous nous tournons vers la même qibla [sens de La Mecque] qui nous importunent. Ca augmente notre tristesse. Mais nous nous réfugions dans l'endurance, ces jours vont passer...

4. Vous aviez critiqué le gouvernement de Necmettin Erbakan, premier ministre lors de l'intervention du 27 février 1997. Certains en déduisent que vous souteniez donc les militaires...

L'armée n'était pas enthousiaste lorsque le parti Refah d'Erbakan a remporté les élections. C'est un fait. Les nuages se sont amoncelés sans qu'il y ait tout de suite une tempête. J'avais discuté avec des journalistes comme Fatih Cekirge et Fehmi Koru. J'ai eu droit à des critiques injustes.

Je n'étais pas le seul à apercevoir le danger, le risque du coup

d'Etat. Une affaire avait éclaté à l'époque, dite de Susurluk [accident de voiture qui avait mis au grand jour les relations entre la police, la mafia et la politique]. Les Services de renseignement (MIT) ont ajouté mon nom dans leur rapport.

Lorsque les militaires ont imposé des réformes à Erbakan lors de la réunion du Conseil national de sécurité le 28 février 1997, ils ont voulu étatiser nos écoles. J'ai donc évoqué l'idée d'une élection anticipée pour désamorcer la situation politique tendue.

Je n'étais pas le seul à le dire, par exemple Korkut Özal [frère de l'ancien président Turgut Özal, proche des conservateurs] l'a également évoqué. Même des journaux proches du gouvernement ont lancé des manchettes allant dans ce sens. Il suffit de consulter les archives.

Je me démenais pour qu'il n'y ait pas de mesure anti-démocratique qui soit imposée. Je l'ai dit au ministre du Travail de l'époque, Necati Celik.

Il a rencontré Necmettin Erbakan mais ce dernier n'a pas préféré prendre les devants. Idem avec la vice-premier ministre, Tansu Ciller [présidente du DYP, parti de la juste voie, partenaire de coalition du parti Refah].

Je lui ai expliqué ce qui me semblait dangereux pour l'avenir de la démocratie. Elle m'a juste répondu de ne pas attiser la peur. Personne n'ayant prêté oreille à ce que je disais, j'ai décidé de m'exprimer en public.

En tout cas, je n'ai jamais dit «vous avez foiré » à Erbakan. Tous ceux qui me connaissent savent bien que je ne parle pas de cette manière aux dirigeants. J'ai seulement cité les califes Abu Bakr et Omar pour dire qu'on pouvait se retirer du pouvoir sans que ce geste soit considéré comme une reculade.

Si le retour devant les électeurs permet de débloquer la situa-

tion, il ne faut pas hésiter. C'est, d'ailleurs, ce qu'a fait l'AKP après le mémorandum de l'armée du 27 avril 2007. En consultant le peuple, il a repris les choses en mains.

Il me semble important de rappeler tout de même que le mouvement du Hizmet [dont Fethullah Gülen est l'initiateur, ndlr] était la cible des militaires en 1997 ! Comment aurais-je soutenu les militaires !

5. Quelle est votre réaction face aux allégations de noyautage du club de football Fenerbahçe par le Hizmet ?

Fenerbahçe est un de nos plus grands clubs. D'après ce que j'ai compris, l'administration de ce club est en symbiose avec ses supporters. C'est très bien. Pourquoi en être gêné ? Lorsque Galatasaray a eu des succès en Europe, j'avais été également très ravi.



« TOUT CE QUI A L'AIR LOUCHE EST IMMÉDIATEMENT IMPUTÉ
AU HIZMET, C'EST DEvenu UN RÉFLEXE »

J'espère que Besiktas, Trabzonspor et d'autres clubs réussiront également. Je ne comprends pas ces allégations de noyautage. Tout ce qui a l'air louche est immédiatement imputé au Hizmet, c'est devenu un réflexe. D'ailleurs, on sait aujourd'hui que ces allégations ne sont que calomnies.

6. On accuse le Hizmet d'être à l'origine des enquêtes de corruption du 17 décembre dernier. Quelle est votre analyse ?

J'ai plusieurs fois démenti. J'ai seulement dit que les procureurs et les agents de police ont fait ce que la loi leur demandait de faire ; ils ne pouvaient pas savoir que courir derrière les délinquants était devenu une infraction ! Ils ne pensaient sans doute pas qu'ils allaient être eux-mêmes en tort pour avoir fait seulement leur travail ! Des milliers de personnes ont été mutées. Ils ont violé leurs droits. Et ils ont accusé le Hizmet comme s'il n'y avait rien à la base.

En réalité, ces enquêtes de corruption ne datent pas d'aujourd'hui. Il y a 8-9 mois, les services de renseignement ont produit un rapport sur la possible collusion entre des individus, peut-être iraniens, et certains ministres et fils de ministres. C'est passé sous silence. La presse pro-gouvernementale en avait elle-même parlé, en son temps.

Ils n'avaient donc pas l'intention de lutter contre la corruption. Et lorsque l'affaire a éclaté le 17 décembre, ils ont préféré jeté la faute sur d'autres. Je l'avais déjà dit, je ne connais pas les personnes qui ont lancé ces enquêtes. Malgré cela, ils ont continué à nous rendre responsables.



«AU LIEU DE RÉPRIMER LA CORRUPTION
ILS ONT POURSUIVI LES ENQUÊTEURS»

Ce qui m'a le plus attristé, c'est l'attitude de certains hommes politiques dont j'estimais beaucoup l'intégrité. Je m'attendais à ce qu'ils ne restent pas silencieux face aux allégations de corruption. J'attendais une réaction forte à la manière de feu le président Turgut Özal. Ça n'a pas été le cas, ce qui a encouragé les corrompus. C'est sans précédent dans l'histoire de la République, au lieu de

réprimer la corruption, ils ont poursuivi les enquêteurs.

L'islam prévoit des sanctions pour la corruption. C'est un péché grave. Nous avons l'exemple du calife Omar qui avait limogé non seulement le gouverneur d'une région mais également le gouverneur de la province et celui de l'Afrique. Il avait même écarté un gouverneur qui avait combattu en Iran dans la célèbre bataille de Qâdisiyya, sur la base de simples rumeurs. Il pensait que le peuple n'écouterait jamais un dirigeant qui passe pour un corrompu. Idem pour le grand Halid ibn Walid, il l'a rappelé à Médine alors qu'il y avait seulement des rumeurs qui circulaient sur son compte.

J'ai du mal à comprendre ce qu'ils attendaient de nous. Par exemple, si parmi ces enquêteurs, il y avait des sympathisants du Hizmet, que devais-je leur dire ? Ignorez les allégations de corruption ? Comment peut-on penser que je puisse dire une telle chose, que je mettrais en danger mon existence dans l'au-delà ?

Je reviens à ces fonctionnaires qui feraient partie d'une organisation parallèle. Pourquoi avoir attendu tant de temps pour les dénoncer ? Ceux qui ont été mutés voire « exilés » n'ont même pas fait l'objet d'enquêtes. Avez-vous entendu des allégations d'indiscipline, d'illégalité ou de détournement de pouvoir à leur encontre ?

Depuis 60 ans, je fais des prêches et je dis la même chose sur ce sujet. Je demande à tous ceux qui éprouvent de l'amitié à mon égard : restez éloignés de la corruption mais ne fermez pas les yeux lorsque vous avez vent de cette infraction. Agissez conformément à l'équité et au droit. Le Coran parle de « gulûl ». Le fait de prendre une chose injustement, d'en profiter, de voler du trésor public. Ça peut être de l'argent ou du favoritisme.

Le plus dramatique dans cette affaire, c'est que l'islam en pâtit aussi. Notre comportement a, qu'on le veuille ou non, une répercussion sur la conception qu'ont les autres de l'islam. L'intérêt pu-

blic est également un intérêt divin. Et aucun texte de loi, aucune démagogie ne peut justifier le vol de l'argent public. Vous risquez de tomber, et avec vous chutera l'estime que vous portaient les musulmans.

Je voudrais dire pour terminer qu'il faut être, malgré tout, indulgent avec les gens. Le Prophète nous demande d'aider nos frères, qu'ils soient victimes ou persécuteurs. Comment les aider ? En les poussant vers le droit chemin. En se dressant contre l'injustice. Et la conséquence de ce comportement, ce ne devrait pas être la discorde ou la bagarre mais la fraternité et l'estime mutuelle.

7. À ce propos, cette question a créé une vive polémique dans certains médias. En déformant vos propos, certains médias les ont présentés comme étant une imprécation (beddua). Était-ce vraiment le cas ?

Ils continuent à colporter ce genre de mensonges. Je vais vous donner un exemple pour illustrer la situation. Si quelqu'un vous attaque sans cesse en proférant les mêmes mensonges, vous finissez par perdre patience et en venez à dire : s'il s'avère que tes propos sont justes alors que Dieu nous maudisse, mais si les tiens sont mensongers, alors que Dieu te maudisse.

Le jour en question j'ai prié en ce sens. J'ai prononcé cette prière sans viser qui que ce soit. S'ils ne se reconnaissent pas dans mes propos, pourquoi se sont-ils sentis concernés ? Moi j'aurais préféré que ceux qui colportent ce genre de calomnies puissent dire 'amin' à cette prière.

Ils ne l'ont pas fait. Ils ont préféré exploiter cette affaire. Soit. Si comme certains l'avancent, nous sommes un État dans l'État, des brigands, un État parallèle, alors que Dieu nous maudisse.

8. Le vice-premier ministre, Bülent Arınç, a récemment déclaré que le Premier ministre Tayyip Erdogan avait été menacé pour avoir voulu fermer les centres de soutien scolaire. Quelle est votre réaction ?

Ils doivent nous dire quelle est cette personne et surtout saisir la justice. Le chantage est un délit grave. Mais s'il s'agit de supplications, je n'ai rien à répondre. On sait très bien que la question des centres de soutien scolaire ne date pas d'il y a 2-3 mois. Le Premier ministre a dit lui-même que ses anciens ministres de l'Education n'avaient pu faire aboutir le projet et qu'il comptait sur l'actuel ministre. L'intention est donc là depuis longtemps. C'est peut-être une promesse faite à certains.

On a lu des informations qui vont dans ce sens, dans la presse. Il est clair que l'objectif n'est pas d'améliorer le niveau scolaire dans les écoles mais d'entraver l'action du Hizmet dans le domaine éducatif. D'ailleurs, il le dit lors des meetings électoraux [pour les élections municipales du 30 mars], « N'envoyez pas vos enfants dans les établissements du Hizmet ».



« LE GOUVERNEMENT VEUT ENTRAVER L'ACTION
DU HIZMET DANS LE DOMAINE ÉDUCATIF »

J'ai bien peur que leur intention soit d'abord de fermer les centres de soutien scolaire, ensuite les écoles du mouvement en Turquie, enfin les écoles à l'étranger. L'observation de la journaliste Nazli Ilicak est convaincante, elle disait que le gouvernement, qui avait été informé des enquêtes de corruption, aurait cru que les fonctionnaires proches du Hizmet auraient pu les arrêter net. Devant leur refus, il aurait attaqué nos écoles.

Je voudrais également rappeler que le soutien scolaire n'est pas l'apanage du Hizmet. Ils auraient pu nous dire clairement, « Ne vous impliquez plus dans ce secteur », ils ont choisi la voie de l'interdiction, d'autres centres qui n'ont rien à voir avec le Hizmet vont également en pâtir. C'est navrant pour eux ! Sur 3 800 centres, 3 000 n'ont aucun lien avec le Hizmet. S'ils nous l'avaient dit, nous aurions fait droit à leur demande, il ne servait à rien de sacrifier tout un secteur !

Le gouvernement aurait pu aussi traiter d'autres urgences. Nous vivons à une époque où les crises sociales et l'érosion culturelle touchent particulièrement les individus et les familles. Le taux de suicide a augmenté de 36 % en 12 ans. Dans les lycées, la consommation de drogue et d'alcool a augmenté. J'ai entendu une psychiatre qui disait qu'en 10 ans, les thérapies contre la dépendance se sont multipliées par 17. Ce sont là des données qui menacent la morale et les valeurs de la société.

Comment expliquer, dans ces conditions, la rhétorique du gouvernement sur l'éducation ? En fermant les centres de soutien scolaire, vous réglez les problèmes que je viens d'évoquer ?

Lorsque je pense au vide qui va se produire dans le sud-est de la Turquie avec la fermeture de ces structures, j'ai mal au cœur. Les dirigeants ont fait des petits calculs, résultat, c'est l'intégrité de la nation qui est mise en danger.

9. Ces derniers temps de nombreux enregistrements audio ont fuité. Certains médias ont encore accusé « la confrérie »

Ces accusations ne datent pas d'hier, mais ceux qui les avancent ne montrent aucune preuve. Beaucoup de choses sont dites à ce sujet. Évidemment, le sujet est un peu confus. Il y a des écoutes faites par décision de justice, d'autres de manière illégale.

Les écoutes non autorisées doivent faire l'objet de poursuites et de condamnations. Peu importe les donneurs d'ordres. Il faut trouver les coupables et les sanctionner. Nous sommes montrés du doigt par certains médias alors que nous-mêmes avons été victimes de ces écoutes.



« NOUS SOMMES MONTRÉS DU DOIGT ALORS QUE NOUS-MÊMES
AVONS ÉTÉ VICTIMES DES ÉCOUTES ILLÉGALES »

Seule la justice peut remédier à cette situation. Ceux qui effectuent ces enregistrements doivent être traduits devant la justice. Par ailleurs, ceux qui, sans fondement, accusent les membres du mouvement doivent également répondre de leurs actes devant la justice. Les autorités doivent les entendre pour savoir d'où ils tiennent leurs sources.

À ce sujet il est d'ailleurs assez surprenant de voir que ceux qui se disent victimes de ces écoutes les utilisent quand celles-ci tournent à leur avantage...

10. En apparence, il semble avoir un conflit entre le gouvernement et le mouvement. Beaucoup de choses ont été écrites à ce sujet.

D'abord, je voudrais préciser que ce qui est en train de se passer n'est pas une bataille entre le Hizmet et le gouvernement. On observe au sujet des droits et des libertés une forte contraction au cours de ces dernières années

Les propos destructeurs et dégradants tenus par les politiques ne font que contribuer à la polarisation des citoyens turcs. Lorsque, durant les événements de « Gezi », certains ont qualifié ces jeunes de « pillards », j'ai protesté en marquant mon

désaccord. Il en va de même avec les Alévis. Concernant leurs droits les plus fondamentaux, aucune solution démocratique n'a pas encore été trouvée. Peut-être qu'il n'existe pas de volonté politique. Nous avons apporté notre soutien au projet de Mosquée-Cemevi (allusion au projet du quartier Mamak d'Ankara, ndlr), mais ce projet s'est heurté à d'incompréhensibles réserves.

Deuxièmement, nous ne sommes pas et ne serons jamais un parti politique. Par conséquent, nous ne serons jamais l'adversaire de je ne sais quel mouvement politique. Nous n'avons aucune proximité avec qui que ce soit. Mais nous tenons à partager nos espoirs et nos préoccupations pour l'avenir de notre pays.

Cela devrait être notre droit le plus naturel et le plus démocratique. Je condamne ceux qui nous le reprochent. Je ne vois pas pourquoi dire à ceux qui gouvernent le pays « Voilà ma façon de voir les choses... » serait répréhensible. Dans les sociétés avec une culture démocratique forte, l'expression des idées et des critiques ne pose problème à personne.

Par ailleurs, toutes nos institutions sont sous contrôle de l'Etat. Nous parlons donc de structures totalement transparentes. Le Hizmet fonctionne sur la base du volontariat. Présenter des innocents comme étant membres d'une organisation mafieuse est regrettable. Dans l'appareil étatique, il existe des gens de tout horizon, des gens de toute pensée.

Des gens de gauche comme de droite, des Alévis, des Sunnis, des non-musulmans, des Kurdes, des Turcs, tous œuvrent pour l'Etat. Peu importe leurs bords politiques ou religieux. Accuser ces personnes à tort, les fichier ne devrait pas avoir lieu dans un Etat de droit. Si vous vous mettez à dire injustement qu'il existe un « Etat parallèle », alors, pris dans ce climat d'anxiété, vous vous mettez à en dénombrier des milliers. Ce faisant, vous persécuterez des gens innocents.

11. Certains avancent qu'après 12 ans de soutien indéfectible, il y a eu une cassure ? Était-ce une association d'intérêt ?

Nous n'avons pas eu, et ce avec qui que ce soit une association d'intérêt. Nous avons toujours été neutres. Parce que le Coran et la Sunna du Prophète nous demandent d'agir ainsi. Aspirer à l'accession du pouvoir serait comme une trahison de nos valeurs. Ici, je ne juge personne.

Jamais, nous avons aspiré à diriger le pays ni même à accéder aux plus hautes fonctions de l'État.

Nous avons sincèrement soutenu toutes les tentatives qui visaient à faire avancer la Turquie sur le plan de démocratie, les droits et les libertés fondamentaux. Peu importe le parti politique, nous continuerons à soutenir ceux qui oeuvreront en ce sens. La partisanerie aveugle est une chose, saluer les avancées démocratiques en est une autre.

Notre position n'a pas changé sur ce point. Il faut surtout voir qui s'en est éloigné. Un parti qui marquait des avancées sur la question des droits et libertés fondamentaux s'est subitement mis à censurer internet. Peut-on continuer à soutenir un dirigeant qui use d'un langage insultant et blessant et qui met à mal toutes les avancées démocratiques.

Il faut avant tout porter un regard plus large à ce qui se passe actuellement en Turquie. Malheureusement, la Turquie s'est mise à s'isoler et à se détacher du monde. Une Turquie recluse sur elle-même et qui perd du terrain démocratique fera des déçus bien au-delà de ses frontières.

Le gouvernement a tendance à imputer toutes les mauvaises actions au mouvement du Hizmet. Récemment, les accusés de l'affaire Ergenekon sont sortis de détention un par un. Et c'est encore le Hizmet qui a été mis en cause pour les avoir si longtemps gardés en détention...

Ils essaient de tromper les gens en lançant de telles calomnies. Par exemple, ils ont dit à certains groupes de presse, « nous, nous n'avons aucun problème avec vous, c'est le Hizmet qui veut votre peau ». La diffusion récente sur Internet des conversations téléphoniques montre clairement que le pouvoir s'est démené pour faire condamner ces gens. Les hommes d'affaires qui ont remporté des marchés publics ont été écartés. Et ils se sont défaussés sur le Hizmet.

Ils ont fait la même chose avec l'armée. En privé, ils se sont vantés d'avoir cassé la tutelle militaire mais face aux gradés, ils ont jeté la responsabilité sur le Hizmet. Or, une loi a été votée en catastrophe pour sauver la tête de Hakan Fidan, le chef des Renseignements (MIT), ils auraient pu faire la même chose pour Ilker Basbug, l'ancien chef d'état-major.

Je dois vous avouer que j'ai eu un pincement au cœur quand ces officiers ont été incarcérés. Mais le fait est que je ne peux pas m'immiscer dans les affaires de la justice. Le coup d'Etat est une grave infraction et la justice doit faire son travail mais il aurait été beaucoup plus sage de prendre en compte l'âge et la santé de ces militaires...

Voilà notre position. Donc prétendre aujourd'hui que le Hizmet voulait leur peau, c'est contradictoire. Dernièrement, un policier des Renseignements à la retraite disait à un journaliste que le Premier ministre était au courant de toutes les opérations menées, cette information n'a pas été démentie, à ma connaissance.

La question est donc la suivante : si vous êtes au courant de toutes les opérations, pourquoi parler aujourd'hui d'un complot? N'est-ce pas blâmable de suspecter des innocents ? S'il y avait un complot, pourquoi n'être pas intervenu à l'époque ? Et si vous le saviez mais que vous n'êtes pas intervenu, n'êtes-vous pas complices, pour le coup ?

12. On accuse le Hizmet d'être une organisation mafieuse, un Etat parallèle. On prétend même l'ouverture d'une enquête après les élections...

Malheureusement, beaucoup de choses sont dites dans la colère. Ces temps-ci, nous avons entendu toutes formes d'accusations possibles et imaginables. On nous a traités d'organisation mafieuse, de brigands et dernièrement on nous a accusés d'influer sur l'appareil judiciaire. Cette pratique est devenue tellement courante que désormais on annonce la tenue des procès au détour de meetings politiques.

Cette accusation « d'Etat parallèle » peut être avancée pour tout le monde. Quiconque travaillant dans la fonction publique et disposant d'une idéologie, d'une croyance ou d'une appartenance à telle ou telle confrérie peut être étiqueté de cette façon. C'est une histoire sans fin.

Quiconque travaille dans le public et a une sympathie pour un groupe social, politique ou bien encore religieux peut se voir qualifier « d'Etat parallèle ».

D'ailleurs, qui sait si, aujourd'hui, ceux qui agitent ce chiffon rouge n'en seront pas, à leur tour, les victimes. Si l'on accuse les gens à tout va, plus personne ne peut garantir l'ordre et la justice.

Si un fonctionnaire agit sans en informer son supérieur hiérarchique, il existe une procédure disciplinaire pour le sanctionner. Dans le cadre de la loi, cette désobéissance doit être jugée. Mais si vous sortez cette histoire de son contexte et que vous vous mettez à étiqueter les personnes, à les dessaisir de certaines affaires, à les persécuter alors il vous sera difficile de répondre de vos actes, devant l'histoire et devant Dieu.

Poursuivre des gens à tort, en faisant pression sur l'autorité judiciaire, finira par être condamné par l'opinion publique. De plus, si vous traitez les gens tout à fait honnêtes d'organisation mafieuse, alors on vous demandera la raison de votre aveuglement, puisque vous avez travaillé avec ces personnes pendant presque 12 années ... Il faut toujours avoir à l'esprit ce verset que récitent les imams chaque vendredi « Dieu ordonne la justice... ».

Le penseur musulman, Fethullah Gülen, a accordé un entretien exclusif. Il répond aux questions concernant l'actualité et les accusations émises à l'encontre du mouvement Hizmet. Il évoque également le traitement fait aux sympathisants du Hizmet, parlant notamment de diffamations et de pressions à grande échelle contre la confrérie, pires que celles constatées lors des coups d'Etat militaires en Turquie.

CENTRE
HIZMET

Centre d'étude
et de réflexion
sur le Hizmet

Le Centre d'Etude et de Réflexion sur le Hizmet (Centre Hizmet) est une organisation à but non lucratif basée à Paris. Le Centre Hizmet fournit des informations, sous forme de recherche, d'analyse et de critique sur le Hizmet, un courant de la société civile turque. Aujourd'hui, le mouvement est actif dans plus de 160 pays à travers le monde dans les domaines de l'éducation, le dialogue, l'aide humanitaire et les médias.

